

"Raymond Silva: L'unité européenne a ses exigences" dans Cahiers du Monde nouveau (Mai 1948)

Légende: En mai 1948, précisant les enjeux du congrès européen de La Haye, Raymond Silva, secrétaire général de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), insiste sur l'importance des principes fédéraux et du soutien des opinions publiques pour construire une Europe unie.

Source: Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. Mai 1948, n° 5; 4e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"raymond_silva_l_unite_europeenne_a_ses_exigences"_dans_cahiers_du_monde_nouveau_mai_1948-fr-3f9e6235-20c9-4f1e-bb17-330922fc3cfe.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'unité européenne a ses exigences

A l'exception de quelques fanatiques, chacun aujourd'hui se dit fédéraliste. Ceux-là même qui, l'an dernier encore, taxaient les fédéralistes de généreux utopistes n'ont à la bouche que les mots d'unité européenne, de rassemblement, voire de fédération européenne. Nous aurions mauvaise grâce de les en blâmer ; encore faut-il bien préciser le terme et la portée des engagements de toute nature qu'implique une telle politique, qui renverse les données du problème européen tel qu'il se présentait jusqu'alors.

Les gouvernements ayant souscrit au plan Marshall (et dont certains ont signé l'accord des « Cinq ») ont ressenti la nécessité, en face des périls grandissants qui menacent tous les peuples libres, de mettre en commun leurs ressources, de prendre ensemble des mesures propres à conjurer la crise économique, à mettre fin à l'expansion totalitaire qui, sur notre continent meurtri et ravagé, étend ses griffes redoutables. C'est là un signe de santé, un sursaut salutaire quoique tardif, car, si semblables mesures avaient été prises il y a seulement une année, l'Union européenne en voie de constitution aurait pu compter dans son sein nombre de nations aujourd'hui pliées sous le joug de la plus impitoyable dictature.

C'est cependant avec une très grande satisfaction que nous applaudissons cette première tentative officielle d'unité européenne, cette prise de conscience des gouvernements intéressés. Agissant avec fermeté et célérité, ils ont bien mérité de leurs patries respectives ; ils ont endigué la marée montante et, par leur acte courageux, implicitement refusé de tenir pour inévitable le conflit, comme l'osaient faire certains — par aberration ou par lâcheté.

Cela dit, il importe de se bien pénétrer du fait que la crise morale, politique, économique, diplomatique dont meurt l'Europe ne sera pas résolue à coups de traités et de pactes, dont l'histoire nous enseigne la vanité et l'impuissance. Si les récents accords, de si heureux augure, ne sont qu'une première étape vers une organisation rationnelle de l'Europe, tout peut encore être sauvé ; ils devaient être une « fin de soi » et s'enliser dans le marasme des routines administratives, ils seraient lettre morte, et la déception parmi les masses serait d'autant plus forte qu'on leur aurait donné l'illusion d'une sécurité trompeuse.

Pour créer une véritable communauté européenne capable d'apporter au monde plus de véritable liberté, de prospérité et la paix, il importe que les nations liées par les derniers accords constituent entre elles des organismes supranationaux doués de responsabilités et donc de pouvoirs. Or, ces pouvoirs, c'est aux nations elles-mêmes qu'il appartient de les transférer, volontairement et librement. Les gouvernements qui les représentent auront-ils la volonté et le pouvoir d'accomplir cet acte révolutionnaire ? De la réponse à cette question dépend le sort de l'Europe et du monde. Les États souverains ne sont liés par les actes diplomatiques les plus solennels qu'autant que ces derniers coïncident avec leurs intérêts — et lors de leur application, s'il y a menace de guerre, tout est remis en question selon une loi amoral mais inexorable. On peut s'en indigner, réprouber telle attitude — et nous sommes les premiers à le faire — mais la plus vertueuse indignation n'a jamais empêché que coule le sang des hommes. Lorsque, au contraire, les peuples sont associés par des liens de caractère fédératif, lorsqu'il existe un ou plusieurs organismes communs auxquels a été préalablement transférée une part des pseudo-souverainetés nationales, les menaces de division disparaissent, il se crée un esprit d'équipe, une volonté collective d'union, un certain équilibre fécond et stimulant. Les engagements, par ailleurs, gardent force de loi, et nul n'imaginerait un conflit armé entre cantons suisses ou États-Unis d'Amérique.

La principale cause d'échec de la S. D. N., dont l'O. N. U. répète les fautes en les aggravant, est d'avoir été une institution fondée sur un faux principe. Son impuissance a éclaté dès l'origine, comme apparaît déjà celle de son successeur. Retomber dans les mêmes errements serait un crime ! Il faut que chacun de nous — personnage officiel ou simple citoyen — se pénétre de cette vérité première. Avoir le plus sincère désir de fonder l'unité européenne tout en s'accrochant au dogme de la souveraineté intégrale est un leurre. Nul pays d'Europe occidentale n'est en mesure, aujourd'hui, d'assurer la sauvegarde de sa propre indépendance, pas plus qu'il n'est capable de résoudre aucun problème économique ou social dans le seul cadre national.

Les déclarations du grand homme d'Etat qu'est M. Spaak sont à cet égard fort encourageantes. Premier président de l'O. N. U., il connaît, mieux que quiconque, la vanité des engagements diplomatiques purs. Il

sait, d'autre part, que l'idée d'unité européenne n'est et ne peut être l'apanage d'aucune formation politique, mais doit constituer la base de rapprochement de tous ceux qui, *in extremis*, tentent de sauver notre civilisation si gravement menacée.

C'est ce qu'ont également compris les hommes de bonne volonté qui se réunissent à La Haye, au cours de ce Congrès de l'Europe où va s'affirmer la résolution de redresser le cours de notre destin. Mais, pour que ce Congrès justifie les espoirs légitimes que l'on fonde sur lui, il faut qu'une opinion publique dûment alertée soutienne les pouvoirs publics et que de La Haye naissent des organismes permanents, ébauches des institutions officielles et supra-gouvernementales qui demain incarneront les forces vivantes de l'Europe libre.

RAYMOND SILVA,
Secrétaire général de l'Union Européenne des Fédéralistes.